

Rapport Annuel
2008

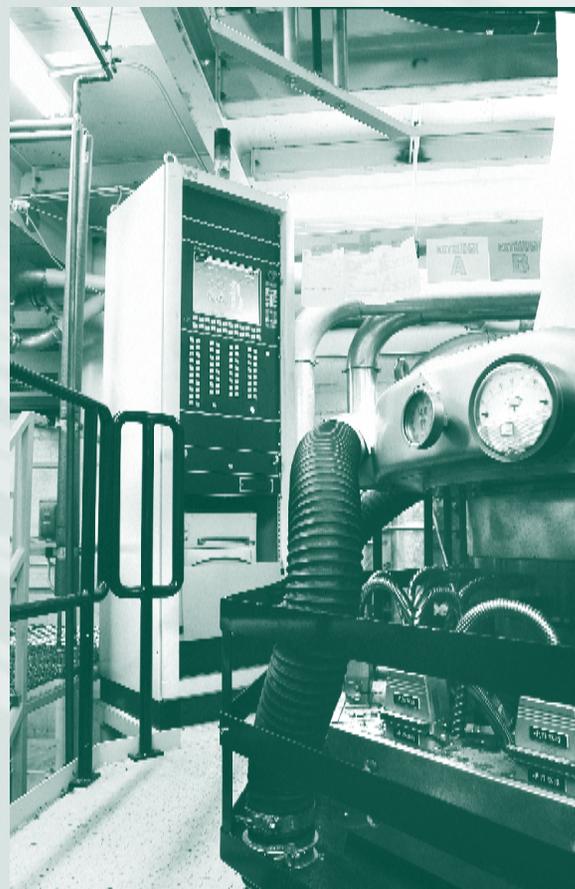
IMAFLEX
À la recherche de l'excellence



DANS TOUTES LES ENTREPRISES PROSPÈRES, LA CLÉ
DU SUCCÈS RÉSIDE DANS LA MAÎTRISE DE TROIS
PRINCIPES DE GESTION :

- > L'ENGAGEMENT ENVERS LE CLIENT
- > UNE VISION CLAIRE DES OBJECTIFS
- > DES ACTIONS PRISES AU MOMENT PROPICE

NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION CONNAÎT, COMPREND ET
VIT EN ACCORD AVEC CES PRINCIPES ESSENTIELS EN
AFFAIRES.

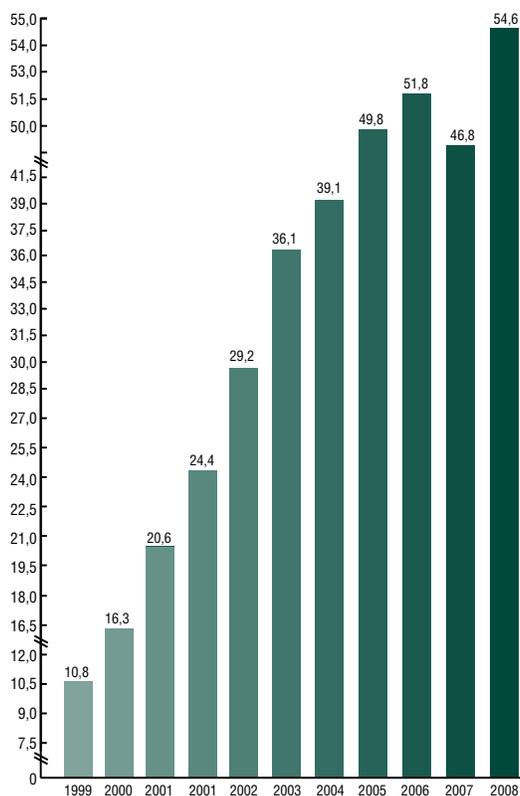


FAITS SAILLANTS

	Exercice terminé le 31 décembre 2008	Exercice terminé le 31 décembre 2007	Exercice terminé le 31 décembre 2006	Exercice terminé le 31 décembre 2005	Exercice terminé le 31 décembre 2004
(\$ milliers, sauf données par action)					
Exploitation					
Chiffres d'affaires	54 570 \$	46 840 \$	51 775 \$	49 818 \$	39 084 \$
Bénéfice (perte) net(te)	(2 091)	(56)	(131)	3 793	2 587
Bénéfice (perte) par action	(0,056)	(0,002)	(0,003)	0,110	0,083
BAII (1)	(495)	1 176	1 454	5 545	3 872
BAIIA (2)	2 901	3 822	3 707	7 572	5 775
BAIIA par action	0,078	0,102	0,099	0,220	0,186
Situation financière					
Fonds de roulement	4 950	6 525	6 447	9 745	3 981
Immobilisations	20 337	22 900	25 056	16 079	10 145
Total de l'actif	39 468	39 301	40 272	36 843	25 132
Total de la dette à long terme (y compris contrats de location-acquisition)	11 250	13 717	15 604	9 738	5 535
Capitaux propres	16 591	18 130	18 186	18 317	9 132

- (1) Bénéfice avant intérêts et impôts
(2) Bénéfice avant intérêts, impôts, et amortissement

CHIFFRES D'AFFAIRES
(en millions de dollars)



- A** Représente l'exercice terminé le 31 janvier.
B Représente une période de onze mois arrêtée le 31 décembre.
C Représente l'exercice terminé le 31 décembre.

RAPPORT À NOS ACTIONNAIRES

Malgré toutes les difficultés rencontrées cette année, les recettes sont à la hausse par rapport à l'année dernière. Comme nous l'avons déjà expliqué aux actionnaires, les conditions du marché en 2007 avaient conduit à une surcapacité et donc à des prix dérisoires. En vertu de la situation, la direction s'est concentrée principalement sur la gestion des flux de trésorerie. Une fois nos problèmes de machines résolus, nous avons continué d'accumuler de l'inventaire, car la direction ne voyait aucun intérêt à tenter de maintenir ou accroître les recettes dans le simple but d'avoir plus de débiteurs; en effet, la principale préoccupation du marché était le crédit. Cependant, en 2008, en raison du succès continu de la mise en œuvre de notre stratégie, nous avons pu nous consacrer de nouveau à l'augmentation des ventes. Bien que la rentabilité désirée n'ait pas été obtenue immédiatement, la direction croit être sur le bon chemin pour l'atteindre en dépit des pertes occasionnées cette année. En outre, si l'on prend en compte les pertes liées à la fluctuation des devises, que l'on omet le paiement effectué en 2007 par notre fournisseur d'équipement, utilisé pour alléger les coûts d'exploitation, et que l'on omet également l'amortissement de 752 000 \$, la direction croit que les résultats de l'année 2008 constituent une amélioration de 1 million de dollars par rapport à 2007.

En comparant 2007 à 2008, la direction constate les faits suivants :

En 2007, les gains à l'échange de devises s'élevaient à 653 000 \$ alors qu'en 2008, ce chiffre était une perte de 387 000 \$.

En 2007, nous avons enregistré un amortissement de 2 644 000 \$, alors qu'en 2008, il s'élevait à 3 396 000 \$.

En 2007, nous avons reçu environ 425 000 \$ de la part de nos fournisseurs qui ont servi à alléger les dépenses, mais rien en 2008.

En 2008, la direction a commencé par se fixer les objectifs spécifiques de reconstruire la base des ventes de la division canadienne d'Imaflex, de remplacer les transactions habituellement faites avec Canslit maintenant que celle-ci fait sa propre extrusion, d'améliorer la rentabilité des activités de Canslit et d'améliorer le rendement général de la filiale aux États-Unis. La plupart de nos objectifs ont été atteints et nous nous sentons enfin prêts à affronter l'année 2009 maintenant que les désagréments opérationnels qui frustraient la société depuis si longtemps semblent enfin avoir été écartés. Le plus grand défi que devra relever la direction en 2009 sera clairement de continuer l'expansion de nos opérations dans ce climat économique nouveau et instable.

Les problèmes de liquidité dans l'économie en général constituent une entrave à la croissance. Toutes les entreprises, qu'il s'agisse d'Imaflex, de nos fournisseurs ou de nos clients, ont besoin de concentrer leurs efforts sur la gestion des liquidités et l'amélioration des recettes, mais de le faire tout en évitant de créer des conditions défavorables à leur croissance, ou pire encore, de mettre en péril leur viabilité financière. En 2008, des décisions importantes ont été prises pour améliorer la rentabilité de toutes nos activités alors que la direction n'avait pas encore complètement réalisé l'ampleur de la crise financière et de ses répercussions potentielles sur l'économie en général. Ces décisions aideront Imaflex à surmonter la crise financière qui sévit actuellement.

La première de ces décisions fut d'acheter de l'équipement qui permettra à la société de recycler 10 millions de livres de déchets en polyéthylène par an et de les convertir en résine réutilisable. Deux machines ont été achetées; une pour notre usine aux États-Unis, et une pour notre filiale au Canada. Les deux machines seront mises en fonction à la fin du premier trimestre 2009. Ces machines devraient faire augmenter radicalement la rentabilité car elles permettront à la société d'avoir un accès privilégié à des matières recyclées lorsque des résines de première qualité ne sont pas exigées. Les économies en achat de matières premières pourraient atteindre l'équivalent de 50 % du coût des matières premières requises dans les produits concernés. Bien que le recyclage ajoute quelques dépenses, la direction croit que les économies engendrées par celui-ci allégeront la pression exercée sur les liquidités. Le plus gros avantage pour notre bénéficiaire proviendra de l'utilisation de résine recyclée dans 20 % de notre volume de production, ce qui devrait avoir un effet positif sur notre rentabilité globale.

La seconde décision, faite au dernier trimestre de 2008, était de s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour retirer le plus possible des démarches que nous avons mises en place. En voyant les marchés se détériorer, la direction a jugé qu'il serait prudent de faire un apport minimum de capital social pour protéger la société. Pour ce faire, la société a mobilisé 500 000 \$ à la mi-décembre en vendant des titres à 0,25 \$/action à un nouvel actionnaire.

Les activités de la filiale américaine qui ne sont pas encore rentables et qui ont d'ailleurs fait diminuer les liquidités de la société en général, semblent prêtes à devenir rentables en 2009. Bien que les problèmes d'équipement qui affligeaient les activités américaines de la société aient été résolus en 2008, menant la direction à croire que des améliorations considérables pourraient être mises en œuvre au second semestre 2008, la société a malheureusement manqué la saison d'été pour bon nombre de ses clients. Nous avons été contraints de ne préparer que la saison d'hiver et nous avons commencé à amasser de l'inventaire. De ce fait, les résultats positifs attendus pour le troisième trimestre 2008 ont été retardés au premier trimestre 2009.

Hormis cela, et en dépit du fait que nous ayons manqué la période de croissance estivale, le rendement global de notre usine américaine a augmenté considérablement par rapport à l'année 2007. En 2008, contrairement à 2007, nous n'avons pas bénéficié de la réduction de 425 000 \$ sur le coût de nos matières premières découlant de notre accord avec notre fournisseur de machines, nous avons subi un amortissement de 500 000 \$ de plus, et nos pertes de 2007 n'avaient pas été amplifiées par la baisse du dollar Canadien, qui était de 1,01 \$ à l'époque alors qu'il en vaut 0,80\$ maintenant, soit une perte d'environ 25 % à la conversion en dollars Canadiens. La société a également souffert de fluctuations sans précédent au niveau des prix des matières premières en raison de l'état des marchés. En effet, l'instabilité des prix des matières premières et l'état global des marchés ont forcé plusieurs concurrents à déclarer faillite et à fermer leurs portes.

Hormis la conjoncture économique actuelle, la direction reste optimiste mais prudente en ce qui concerne les projets de la société pour 2009. Les raisons sont nombreuses, mais en voici quelques-unes :

- Tout d'abord, plus de 60 % de nos produits sont utilisés dans des secteurs économiques reliés à l'alimentation, comme les pellicules d'emballage ou les pellicules que nous produisons pour les agriculteurs.
- Deuxièmement, la portion non-alimentaire de nos ventes, qui rassemble des produits qui sont plutôt du type marchandise, est très sensible au prix. Nous avons cherché à rassembler nos opérations et à faire les efforts nécessaires pour obtenir des matières premières au prix le plus bas possible; en partie grâce aux machines de recyclage que nous avons achetées. Les avantages occasionnés par cette nouvelle structure de prix devraient nous permettre d'offrir des prix très concurrentiels et d'augmenter nos volumes de production dans ces marchés tout en faisant des bénéfices équivalents ou supérieurs sur ces ventes.
- Troisièmement, la chute récente de la valeur du dollar Canadien sera favorable à nos activités au Canada, et ceci de deux manières : elle constituera une entrave à la concurrence aux États-Unis qui tente d'entrer sur le marché Canadien, et elle facilitera l'exportation concurrentielle de produits vers les États-Unis.
- Enfin, notre clientèle s'est agrandie et aucun ne compte pour plus de 12 % de notre volume de production.

Pour ces raisons, ainsi que de nombreuses autres que nous n'énumérerons pas ici, la direction regarde 2009 d'un œil optimiste. Comme toujours, nous arrivons à ces points tournants dans l'histoire du succès de notre société grâce au facteur humain. En conclusion, je profite donc de cette occasion pour remercier nos employés, nos directeurs, nos investisseurs, nos nombreux fournisseurs, ainsi que nos clients, qui contribuent encore et toujours au succès d'Imaflex.



Joseph Abbandonato

Le Président et chef de la direction

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

(\$ milliers, sauf données par action)

	VENTES		BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	
	2008	2007	2008	2007
Premier trimestre	12 114 \$	12 028 \$	(476)\$	(79)\$
Deuxième trimestre	14 014	12 089	(281)	103
Troisième trimestre	13 976	11 732	(586)	(157)
Quatrième trimestre	14 466	10 991	(748)	77
	54 570	46 840	(2091)	(56)

	BAIIA		BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION	
	2008	2007	2008	2007
Premier trimestre	822 \$	903 \$	(0,013)\$	(0,002)\$
Deuxième trimestre	777	950	(0,007)	0,003
Troisième trimestre	388	958	(0,016)	(0,005)
Quatrième trimestre	914	1011	(0,020)	0,002
	2 901 \$	3822 \$	(0,056)\$	(0,002)\$

L'objectif de ce RDG, comme les autorités réglementaires le requièrent, est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir d'Imaflex inc. (la « société »). Le RDG a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de leurs notes afférentes. Veuillez vous référer aux états financiers consolidés et vérifiés pour l'année terminée le 31 décembre 2008 lors de la lecture de ce RDG. Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, toutes les données financières sont établies d'après les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. Dans ce RDG, nous utilisons aussi certaines mesures financières non conformes aux PCGR. Pour une description complète de ces mesures, veuillez consulter la section « Mesures Financières Non Conformes aux PCGR », dans le présent document. Les états financiers consolidés incluent les comptes de la société et sa division Les Emballages Canguard (« Canguard ») et de ses filiales en propriété exclusive, Canslit inc. (« Canslit ») et Imaflex USA, inc. (« Imaflex USA »). Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « Imaflex », « société », « nous », « notre » et « nos » désignent Imaflex inc. et ses filiales. Ce RDG est préparé en conformité avec les formulaires « Règlement 51-102 » et « Formulaire 51-102F1 » et a été approuvé par le conseil d'administration avant sa parution. Les états financiers consolidés ont été vérifiés par KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., les vérificateurs de la société.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives, au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Loi sur les valeurs mobilières (Ontario). Nous pouvons faire des déclarations dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent, notamment des déclarations relatives aux affaires et à la performance financière anticipée de la société. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, à la fois généraux et précis, qui font en sorte qu'il est possible que les prédictions, prévisions, projections, et autres déclarations prospectives ne se matérialiseront pas. Nous mettons les lecteurs en garde contre le fait de se fier indûment à ces déclarations puisque les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent, sans y être limités, les risques de crédit, de marché, de liquidités, de financement et d'opérations; le dynamisme des économies canadienne et américaine dans lesquelles nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, en particulier le dollar américain; l'incidence des modifications relatives aux taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité de réaligner avec succès notre entreprise, nos ressources et nos processus; la disponibilité et le coût des matières premières; l'insuccès à atteindre la croissance prévue pour l'expansion des opérations américaines; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influencer les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, l'évolution technologique, les nouvelles réglementations, l'incidence possible, sur nos activités, de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES (suite)

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la société doivent tenir compte de ces facteurs de même que d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons nullement à mettre à jour quelle que déclaration prospective que ce soit, qui peut être faite par nous ou en notre nom à l'occasion, à moins d'une exigence contraire de la part des autorités réglementaires. Les déclarations prospectives contenues dans ce document sont basées sur les attentes actuelles et l'information disponible en date du 20 avril, 2009.

NOTRE ENTREPRISE

La société n'a qu'un seul secteur d'exploitation, soit celui du développement, de la fabrication et de la vente de matières d'emballage. Les résultats incluent ceux d'Imaflex située à Montréal (Québec) et sa division Canguard située à Victoriaville (Québec), et ses filiales en propriété exclusive, Canslit située à Victoriaville (Québec) et Imaflex USA située à Thomasville (Caroline du nord). Tous les soldes et opérations intersociétés ont été éliminés dans les états financiers consolidés.

Imaflex et Imaflex USA se spécialisent dans la fabrication et la vente de pellicules en polyéthylène « sur mesure » convenant aux divers besoins en emballage de nos clients. Canguard se spécialise dans la fabrication et la vente de sacs à rebuts en polyéthylène utilisés par les marchés du détail et industriel. Canslit se spécialise dans la métallisation de pellicules en polyéthylène.

Les actions de catégorie A de la société sont inscrites sous le symbole IFX.A à la Bourse de croissance TSX. Le siège social de la société est situé à Montréal (Québec).

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la société a recours à une mesure non définie selon les PCGR. BAIIA constitue cette mesure. Cependant, la direction précise qu'aux fins de présentation des résultats de la société, le BAIIA est associé à la ligne intitulée « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ». Le tableau ci-dessous permet au lecteur de faire le rapprochement entre BAIIA utilisé par la société et le bénéfice (perte) net(te) publié(e).

Rapprochement du BAIIA avec le bénéfice (perte) net(te)

	Trimestre terminé		L'année terminée	
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre
(\$ milliers)	2008	2007	2008	2007
Bénéfice (perte) net(te)	(748) \$	77 \$	(2 091) \$	(56) \$
Plus:				
Impôts	365	(17)	506	70
Intérêts	405	299	1 090	1 164
Amortissement	892	652	3 396	2 644
BAIIA	914	1 011	2 901	3 822

RAPPORT DE GESTION (suite)

Même si le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR, la direction, les analystes, les investisseurs et bon nombre d'autres intervenants financiers l'utilisent afin d'évaluer le rendement et la gestion de la société sur les plans financiers et de l'exploitation. Toutefois, les investisseurs ne doivent pas interpréter BAIIA comme une alternative au bénéfice net déterminé en conformité aux PCGR comme un indicateur de la performance de la société. La définition du BAIIA utilisée par la société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

La direction utilise aussi l'analyse qui suit afin de mesurer la performance de la Société.

(\$ milliers)	Trimestre terminé		L'année terminée	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
BAIIA	914 \$	1 011 \$	2 901 \$	3 822 \$
Perte (gain) de change à la conversion	43	82	387	(653)
Remboursement d'un Fournisseur	-	(425)	-	(425)
BAIIA Ajusté *	957	668	3 288	2 744

*Excluant la perte (gain) de change à la conversion et le remboursement d'un fournisseur.

INFORMATIONS ANNUELLES SÉLECTIONNÉES

(\$ milliers, sauf les montants par action)	Exercices terminés les 31 décembre		
	2006	2007	2008
Chiffre d'affaires	51 775	46 840	54 570
Bénéfice (perte) net(te)	(131)	(56)	(2 091)
Total de l'actif	40 272	39 301	39 468
Total de la dette à long terme	15 277	13 483	11 039
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	327	234	211
Bénéfice (perte) de base et dilué(e) par action	(0,003)	(0,002)	(0,056)
Dividendes en espèces par action	-	-	-

L'augmentation des ventes de 2007 à 2008 est due à la hausse du prix de vente en raison d'une augmentation du prix de la matière première et l'augmentation du volume de ventes.

L'augmentation de la perte nette de 2007 à 2008 est le résultat de l'effet de la conversion de devises avec le dollar américain et le résultat de la filiale Américaine.

L'augmentation des immobilisations de 2007 à 2008 est due à l'augmentation des débiteurs suite à l'augmentation des ventes.

La diminution de la dette à long terme de 2007 à 2008 est le résultat des paiements faits sur la dette.

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS

	Trimestre terminé		L'année terminée	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
(\$ milliers)				
Chiffres d'affaires	14 466	10 991	54 570	46 840

Trimestre terminé le 31 décembre 2008

L'augmentation de 3 475 \$ ou 31,6 % est due à une croissance du volume des ventes ainsi qu'une augmentation des prix en raison des coûts supérieurs des matières premières.

L'année terminée le 31 décembre 2008

L'augmentation de 7 730 \$ ou 16,5 % est due à une hausse du prix des ventes en raison des coûts supérieurs des matières premières et un niveau plus élevé du volume des ventes.

	Trimestre terminé		L'année terminée	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
(\$ milliers)				
Bénéfice (\$) avant amortissement	1 774 \$	1 843 \$	7 235 \$	6 821 \$
d'équipement de production (%)	12,3 %	16,8 %	13,3 %	14,6 %
Amortissement d'équipement de production	797	555	3 182	2 500
Bénéfice brut (\$)	977	1 288	4 053	4 321
Bénéfice brut (%)	6,7 %	11,7 %	7,4 %	9,2 %

Trimestre terminé le 31 décembre 2008

Marge du bénéfice brut avant amortissement

Le pourcentage du bénéfice brut avant amortissement est demeuré relativement stable durant le trimestre. La seule différence significative, étant la compensation unique au montant de 425 000 \$ reçue d'un de nos fournisseurs d'équipements durant le quatrième trimestre de 2007.

Marge du bénéfice brut

Le pourcentage du bénéfice brut est demeuré relativement stable durant le trimestre. La différence étant la compensation unique au montant de 425 000 \$ reçue d'un de nos fournisseurs d'équipements durant le quatrième trimestre de 2007 et l'augmentation de l'amortissement de 242 000 \$ durant le trimestre courant.

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS (suite)

L'année terminée le 31 décembre 2008

Marge du bénéfice brut avant amortissement

La légère baisse du pourcentage de la marge du bénéfice brut avant amortissement pour l'année terminée le 31 décembre 2008, est due au délai entre l'augmentation du prix de la matière première et l'ajustement du prix de vente, ainsi que par la compensation reçue de notre fournisseur d'équipements tel que mentionne plus haut.

Marge du bénéfice brut

La légère baisse du pourcentage de la marge du bénéfice brut pour l'année terminée le 31 décembre 2008, est due au délai entre l'augmentation du prix de la matière première et l'ajustement du prix de vente, la compensation de 425 000 \$ reçue en 2007 de notre fournisseur d'équipements et l'augmentation de l'amortissement au montant de 682 000 \$ durant l'année.

	Trimestre terminé		L'année terminée	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
(\$ milliers)				
Frais de vente et d'administration	796 \$	711 \$	3 813 \$	3 562 \$
% des ventes	5,5 %	6,5 %	7,0 %	7,6 %

L'augmentation des frais de ventes et d'administration est due à une hausse du nombre de représentants des ventes.

	Trimestre terminé		L'année terminée	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
(\$ milliers)				
Amortissement (excluant l'équipement de production)	95	97	214	145

L'augmentation est un résultat de l'amortissement additionnel sur les dépenses en immobilisations.

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS (suite)

	Trimestre terminé		L'année terminée	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
(\$ milliers)				
Intérêts	405 \$	299 \$	1 090 \$	1 164 \$

Trimestre terminé le 31 décembre 2008

L'augmentation des frais d'intérêts durant le trimestre est attribuable à la réduction du taux d'intérêt Swap de l'instrument financier dérivé.

L'année terminée le 31 décembre 2008

La diminution des frais d'intérêt pour l'année est le résultat d'une réduction du taux d'intérêt et des niveaux moins élevés de la dette à long terme.

	Trimestre terminé		L'année terminée	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
(\$ milliers)				
Perte (gain) de change à la conversion	43 \$	82 \$	387 \$	(653) \$

Trimestre terminé le 31 décembre 2008

La conversion de devises a résulté en une perte de 43 000 \$ (perte de 82 000 \$ en 2007) pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008, en raison d'une appréciation du dollar américain pendant le trimestre.

L'année terminée le 31 décembre 2008

La conversion de devises a résulté en une perte de 387 000 \$ (gain de 653 000 \$ en 2007) pour l'année terminée le 31 décembre 2008, en raison d'une appréciation nette du dollar américain durant l'année.

	Trimestre terminé		L'année terminée	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
(\$ milliers)				
Charge d'impôts	365 \$	(17) \$	506 \$	70 \$
En % de bénéfice avant les impôts	95,3 %	18,0 %	31,9 %	528,8 %

La provision pour impôts reflète l'impôt sur le revenu engendré par les opérations canadiennes. Aucun bénéfice d'impôts futurs n'a été enregistré sur les pertes de la société à ses opérations des États-Unis.

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS (suite)

	Trimestre terminé		L'année terminée	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
(\$ milliers)				
(Perte) bénéfice net(te) et résultat étendu	(748) \$	77 \$	(2 091) \$	(56) \$
(Perte) bénéfice par action de base et dilué(e)	(0,020) \$	0,002 \$	(0,056) \$	(0,002) \$

Trimestre terminé le 31 décembre 2008

La société a subi une perte nette consolidée de 748 000 \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008, comparativement à un bénéfice net de 77 000 \$ pour la même période en 2007. La différence dans la perte nette est due principalement au remboursement de 425 000 \$ EUA en 2007 reçu d'un manufacturier d'équipement et l'amortissement durant le trimestre suite à la mise en opération d'équipements. De plus, les opérations aux États-Unis ne produisent toujours pas des niveaux appropriés de ventes nécessaires pour récupérer les coûts d'exploitation courants. Les opérations de la société au Québec ont généré un bénéfice des opérations après impôt de 167 000 \$ pour les trois mois terminés le 31 décembre 2008, comparativement à un bénéfice des opérations avant impôt de 96 000 \$ pour la même période en 2007.

L'année terminée le 31 décembre 2008

La société a subi une perte nette consolidée de 2 091 000 \$ pour l'année terminée le 31 décembre 2008, comparativement à une perte nette de 56 000 \$ pour la même période en 2007. La baisse significative des bénéfices a été causée par une perte de conversion de devises de 387 000 \$ comparativement à un gain de conversion de devises de 653 000 \$ pour la même période en 2007. De plus, la perte nette est attribuable à la non-synchronisation entre l'augmentation du prix de vente et le coût supérieur des matières premières, l'augmentation de l'amortissement de 752 000 \$ et la hausse des frais de ventes et d'administration. Les opérations aux États-Unis ne produisent toujours pas des niveaux appropriés de ventes nécessaires pour récupérer les coûts d'exploitation courants. Les opérations de la société au Québec ont généré un bénéfice des opérations après impôt de 382 000 \$ pour l'année terminée le 31 décembre 2008, comparativement à un bénéfice des opérations avant impôt de 319 000 \$ pour la même période en 2007. Les résultats de l'année en cours ont été négativement influencés par une perte de 1 918 000 \$ EUA, de la filiale américaine, comparativement à une perte nette de 1 131 000 \$ EUA pour la même période en 2007. En 2008, 500 000 \$ EUA d'amortissement de plus fut comptabilisé et en 2007, 425 000 \$ EUA fut reçu d'un manufacturier d'équipement qui a eu pour effet de réduire les coûts d'exploitation.

SITUATION FINANCIÈRE

Du 31 décembre 2008 par rapport au 31 décembre 2007

L'encaisse a augmenté de 755 000 \$ principalement en raison d'un effort soutenu de perception des débiteurs.

Les débiteurs ont augmenté de 1 831 000 \$ en raison d'une hausse du volume de ventes.

La dette bancaire fut augmentée de 2 952 000 \$ pour financer le fonds de roulement et l'achat d'actifs au montant de 763 000 \$.

Les créiteurs et charges à payer ont augmenté de 763 000 \$ en raison de la synchronisation des achats des stocks et des paiements.

Les immobilisations ont diminué de 2 563 000 \$ principalement dû à l'amortissement.

La dette à long terme a diminué de 2 444 000 \$ en raison de remboursement programmé de titres d'emprunt à long terme.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les données financières sommaires tirées des états financiers non vérifiés de la société pour les huit derniers trimestres terminés s'établissent comme suit :

Trimestres terminés en mars, juin, septembre et décembre (\$ milliers, sauf les montants par action)

	T4/08	T3/08	T2/08	T1/08	T4/07	T3/07	T2/07	T1/07
Chiffre d'affaires	14 466	13 976	14 014	12 114	10 991	11 732	12 089	12 028
Bénéfice (perte) net(te)	(748)	(586)	(281)	(476)	77	(157)	103	(79)
De base	(0,020)	(0,016)	(0,010)	(0,013)	0,002	(0,005)	0,003	(0,002)
Dilué(e)	(0,020)	(0,016)	(0,010)	(0,013)	0,002	(0,005)	0,003	(0,002)

Il est important de prendre note que le bénéfice peut varier d'un trimestre à l'autre, dû à plusieurs facteurs, indépendamment du volume des ventes. Ces facteurs incluent et ne sont pas limités à des conditions concurrentielles dans les marchés auxquels la société participe; des conditions économiques générales et à l'incertitude normale des affaires, la diversité des produits, les fluctuations du taux de change des devises étrangères, la disponibilité et les coûts des matières premières; les changements du rapport de la société avec ses fournisseurs, et les fluctuations des taux d'intérêt et autres changements en coûts de crédit.

LIQUIDITÉS

Le fonds de roulement au 31 décembre 2008 était de 4 950 000 \$ comparativement au fonds de roulement de 6 525 000 \$ au 31 décembre 2007.

La société croit qu'elle possède toujours un niveau adéquat de liquidités.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Le flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la variation nette du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008 a atteint 662 000 \$ (656 000 \$ en 2007), une augmentation de 6 000 \$ ou 1 % par rapport à la même période en 2007, principalement attribuable à l'effet de la conversion de devises.

L'augmentation dans la variation nette du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation de 3 104 000 \$ est principalement attribuable à une diminution des stocks.

Le flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la variation nette du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation pour l'année terminée le 31 décembre 2008 a atteint 2 210 000 \$ une augmentation de 458 000 \$, ou 26,1 %, par rapport à la même période en 2007, principalement attribuable à la conversion de devises. La diminution dans la variation nette du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation de 438 000 \$ durant l'année en cours est principalement attribuable à une augmentation des débiteurs, qui ont été partiellement compensé par une diminution des stocks. En 2007, la diminution dans la variation nette du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation de 39 000 \$ était principalement attribuable à un niveau plus élevé des débiteurs et des stocks.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008, les activités de financement ont exigé des sorties de fonds de 1 878 000 \$, comparativement à des entrées de fonds de 1 019 000 \$ pour la même période en 2007. La société a diminué la marge de crédit existante de 1 471 000 \$, a remboursé 882 000 \$ de la dette à long terme. De plus 500 000 \$ fut généré par l'émission de capital actions. En 2007 la marge de crédit existante fut augmentée de 1 000 000 \$.

Pour l'année terminée le 31 décembre 2008, les activités de financement ont exigé des sorties de fonds de 241 000 \$, comparativement à des entrées de fonds de 648 000 \$ pour la même période en 2007. Les sorties de fonds pour supporter l'acquisition d'immobilisations et le fonds de roulement ont été générées par l'augmentation de la dette bancaire de 2 952 000 \$ et l'obtention de 500 000 \$ par l'entremise de l'émission de capital actions, partiellement compensée par le remboursement programmé de titres d'emprunt à long terme de 3 599 000 \$. En 2007 la société a augmenté la marge de crédit de 1 379 000 \$ et 3 000 000 \$ de titres d'emprunt fut émis, partiellement compensé par le remboursement programmé de titres d'emprunt à long terme de 3 638 000 \$.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les activités d'investissement pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008 ont entraîné des dépenses en espèces nettes de 638 000 \$ pour l'achat d'immobilisations comparativement à 44 000 \$ pour la même période en 2007. Les montants en 2008 et 2007 étaient principalement requis pour l'acquisition d'équipement additionnel de production pour les usines de Thomasville et Victoriaville.

Pour l'année terminée le 31 décembre 2008, les activités d'investissement ont nécessité des dépenses en espèces nettes de 677 000 \$, comparativement à 932 000 \$ pour la même période en 2007. Les montants étaient principalement requis pour l'acquisition d'équipement additionnel de production pour les usines de Thomasville et Victoriaville.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

(\$ milliers)	Paiements dûs par période				
	Total	moins d'un an	1 – 3 ans	4 – 5 ans	plus de 5 ans
Dette à long terme	11 039	3 670	5 570	1 799	-
Contrat de location - acquisition	211	122	76	13	-
Contrats de location - exploitation	6 463	723	1 511	1 564	2 665
Total des obligations contractuelles	17 713 \$	4 515 \$	7 157 \$	3 376 \$	2 665 \$

RESSOURCES EN CAPITAL

La Société a obtenu de ses banquiers des marges de crédit d'exploitation pouvant atteindre 7 500 000 \$ portant intérêt à des taux majoré de 0,50 à 1,00%. Ces marges de crédit sont garanties par les débiteurs, les stocks et les immobilisations. Au 31 décembre 2008, la Société avait prélevé un montant de 5 448 000 \$ (2007, 804 000 \$) sur ces marges de crédit.

Au cours du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2008 la compagnie a émis 2 000 000 d'actions de catégorie A en compensation de 500 000 \$.

La direction prévoit être capable de continuer de financer les activités de la Société, la majorité des dépenses d'immobilisations et les autres besoins anticipés, par les fonds générés par ses opérations et, si nécessaire, par les fonds disponibles par l'entremise des marges de crédit.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

En 2002, la Société a fait des emprunts aux termes du Programme investisseurs immigrants du gouvernement du Québec (« PIIGQ ») s'élevant à 1 750 000 \$. Afin de garantir aux créanciers les obligations qu'elle a contractées à l'égard de ces emprunts, la Société a établi une fiducie et a désigné le PIIGQ comme bénéficiaire. La Société a également transféré à la fiducie des effets bancaires qu'elle avait achetés à escompte pour un montant de 1 420 000 \$, qui a échu le 31 octobre 2007.

Cette information est divulguée à la note 8 (b) dans les « Notes afférentes aux états financiers consolidés » pour les années se terminant les 31 décembre 2008 et 2007.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal des opérations, la société a conclu des opérations routinières avec des apparentés appartenant à des actionnaires de la société. Ces opérations ont été mesurées à leur valeur d'échange, soit au montant de la contrepartie qui a été fixé et convenu par les apparentés.

Le tableau ci-après démontre à jour les transactions entre apparentés telles que divulguées à la note 11 dans les « Notes afférentes aux états financiers consolidés ».

(\$ milliers)	Trimestre terminé		L'année terminée	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Frais de gestion	(a) 35 \$	78 \$	183 \$	182 \$
Loyer	(b) 210	193	740	719

(a) Gerald R. Phelps, vice-président - opérations – Imaflex, est l'actionnaire majoritaire de Polytechnomics inc. (« Polytech »). La société a une entente avec Polytech pour des services de consultation, gestion et services techniques. L'entente est présentée et approuvée annuellement par le conseil d'administration d'Imaflex.

(b) Joseph Abbandonato, président, chef de la direction et président du conseil d'administration d'Imaflex est l'actionnaire majoritaire de Les Consultants Roncon Inc. (« Roncon »). Les aménagements de production d'Imaflex, Canslit et Imaflex USA sont loués de Roncon et apparentés, selon des ententes de baux de location à long terme (voir « Obligations contractuelles » sous « liquidités »).

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

La société n'a pas de transactions en cours.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les principales conventions comptables critiques sont divulguées à la note 1 des « Notes afférentes aux états financiers consolidés » pour les années se terminant les 31 décembre 2008 et 2007.

ADOPTION DE NOUVELLES PRISES DE POSITIONS COMPTABLES

Le 1er janvier 2008, la Société a adopté les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), soit le chapitre 1535 Informations à fournir concernant le capital (voir note 16), le chapitre 3862, Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation et le chapitre 3863, Instruments financiers - Informations à fournir et présentation (voir note 15). Ces chapitres sont en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1er octobre 2007. Ces nouvelles normes ne concernent que les informations à fournir et elles n'auront aucune incidence sur les résultats financiers de la Société.

En juin 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3031, "Stocks". La Société a évalué et calculé l'effet de ce changement sur les états financiers. L'analyse a conclu qu'un tel changement était immatériel; toutefois il été inscrit aux livres de la Société pour la période se terminant le 31 décembre 2008. La Société continuera à appliquer les normes établies à la Section 3031.

L'effet de ces changements se rapporte au calcul de l'inventaire des produits finis. Historiquement la Société a comptabilisé toute dépréciation pour la période et alloué seulement les coûts directs à l'inventaire des produits finis. La nouvelle norme requiert que les produits finis comportent les coûts des frais généraux calculés sur un niveau de production normalisée mais appliqués sur une base de production actualisée.

Ce changement a résulté en un ajustement initial sur les bénéfices non répartis au montant de 52 014 \$ tel que divulgué dans les états financiers au 31 décembre, 2008. Veuillez vous référer à la note 2 des « Notes afférentes aux états financiers consolidés »)

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES (NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé le fait que les principes comptables généralement reconnus du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront harmonisés avec les normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards « IFRS ») telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). La date de basculement s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels qui se rapportent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Par conséquent, la Société sera tenue de présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de 2011 selon les normes IFRS. La Société a débuté l'exercice de conversion avec un survol des éléments jugés plus important. Un échéancier a été établi et à partir du deuxième trimestre 2009 la société veillera à débiter une analyse détaillée.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Veillez vous référer aux notes 8 (a) et 15 des « Notes afférentes aux états financiers consolidés », pour une discussion de la gestion du risque de change, risque de crédit, informations sur la juste valeur, et risque de taux d'intérêt.

Au 31 décembre 2008, la juste valeur du swap de taux d'intérêt est 318 889 \$ (2007 -132 751 \$) et a été inscrite dans le bilan sous créiteurs et charges à payer, avec une charge à l'état des résultats sous charges d'intérêts.

Au 31 décembre 2008, exception de la note ci-haut, la société n'utilise aucun autre swap, contrat à terme normalisé, ou couverture.

PERSPECTIVES DE LA DIRECTION

En 2008, la direction a commencé par se fixer les objectifs spécifiques de reconstruire la base des ventes de la division canadienne d'Imaflex, de remplacer les transactions habituellement faites avec Canslit maintenant que celle-ci fait sa propre extrusion, d'améliorer la rentabilité des activités de Canslit et d'améliorer le rendement général de ses activités de la filiale aux États-Unis. La plupart de nos objectifs ont été atteints et nous nous sentons enfin prêts à affronter l'année 2009 maintenant que les désagréments opérationnels qui frustraient la société depuis si longtemps semblent enfin avoir été écartés. Le plus grand défi que devra relever la direction en 2009 sera clairement de continuer l'expansion de nos opérations dans ce climat économique nouveau et instable.

Les problèmes de liquidité dans l'économie en général constituent une entrave à la croissance. Toutes les entreprises, qu'il s'agisse d'Imaflex, de nos fournisseurs ou de nos clients, ont besoin de concentrer leurs efforts sur la gestion des liquidités et l'amélioration des recettes, mais de le faire tout en évitant de créer des conditions défavorables à leur croissance, ou pire encore, de mettre en péril leur viabilité financière. En 2008, des décisions importantes ont été prises pour améliorer la profitabilité de toutes nos activités alors que la direction n'avait pas encore complètement réalisé l'ampleur de la crise financière et de ses répercussions potentielles sur l'économie en général. Ces décisions aideront Imaflex à surmonter la crise financière qui sévit actuellement.

La première de ces décisions fut d'acheter de l'équipement qui permettra à la société de recycler 10 millions de livres de déchets en polyéthylène par an et de les convertir en résine réutilisable. Deux équipements ont été achetés; un pour notre usine aux États-Unis, et un pour notre filiale canadienne. Les deux équipements seront mis en fonction à la fin du premier trimestre 2009. Ces équipements devraient faire augmenter radicalement la rentabilité car ils permettront à la société d'avoir un accès privilégié à des matières recyclées lorsque des résines de première qualité ne sont pas exigées. Les économies en achat de matières premières pourraient atteindre l'équivalent de 50 % du coût des matières premières requises dans les produits concernés. Bien que le recyclage ajoute quelques dépenses, la direction croit que les économies engendrées par celui-ci allègeront la pression exercée sur les liquidités. Le plus gros avantage pour nos bénéficiaires proviendra de l'utilisation de résine recyclée dans 20 % de notre volume de production, ce qui devrait avoir un effet positif sur notre rentabilité globale.

La seconde décision, prise au dernier trimestre de 2008, était d'émettre 2 000 000 d'actions afin de s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour profiter le plus possible des actions que nous avons mises en place. En voyant les marchés se détériorer, la direction a jugé qu'il serait prudent de faire un apport minimum de capital social pour protéger la société. Pour ce faire, la société a mobilisé 500 000 \$ à la mi-décembre en vendant des titres à 0,25 \$/action à un nouvel actionnaire.

PERSPECTIVES DE LA DIRECTION (suite)

Les activités de la filiale américaine qui ne sont pas encore rentables et qui ont d'ailleurs fait diminuer les liquidités de la société en général, semblent prêtes à devenir rentables en 2009. Bien que les problèmes d'équipements qui affligeaient les activités américaines de la société aient été résolus en 2008, menant la direction à croire que des améliorations considérables pourraient être mises en œuvre au second semestre 2008, la société a malheureusement manqué la saison d'été pour bon nombre de ses clients. Nous avons été contraints de ne préparer que la saison d'hiver et nous avons commencé à augmenter l'inventaire. De ce fait, les résultats positifs attendus pour le troisième trimestre 2008 ont été retardés au premier trimestre 2009.

Hormis cela, et en dépit du fait que nous ayons manqué la période de croissance estivale, le rendement global de notre usine américaine a augmenté considérablement par rapport à l'année 2007. En 2008, contrairement à 2007, nous n'avons pas bénéficié de la réduction de 425 000 \$ sur le coût de nos matières premières découlant de notre accord avec notre fournisseur d'équipements, nous avons assumé un amortissement de 500 000 \$ de plus, et nos pertes de 2007 n'avaient pas été amplifiées par la baisse du dollar Canadien, qui était de 1,01 \$ à l'époque alors qu'il en vaut 0,80 \$ maintenant, soit une perte d'environ 25 % à la conversion en dollars Canadien. La société a également souffert de fluctuations sans précédent au niveau des prix des matières premières en raison de l'état des marchés. En effet, l'instabilité des prix des matières premières et l'état global des marchés ont forcé plusieurs concurrents à déclarer faillite et à fermer leurs portes.

Hormis la conjoncture économique actuelle, la direction reste optimiste mais prudente en ce qui concerne les projets de la société pour 2009. Les raisons sont nombreuses, mais en voici quelques-unes :

- Tout d'abord, plus de 60 % de nos produits sont utilisés dans des secteurs économiques reliés à l'alimentation, comme les pellicules d'emballage ou les pellicules que nous produisons pour les agriculteurs.
- Deuxièmement, la portion non-alimentaire de nos ventes, qui rassemble des produits qui sont plutôt du type marchandise, est très sensible au prix. Nous avons cherché à rassembler nos opérations et à faire les efforts nécessaires pour obtenir des matières premières au prix le plus bas possible; en partie grâce aux équipements de recyclage que nous avons achetés. Les avantages occasionnés par cette nouvelle structure de prix devraient nous permettre d'offrir des prix très concurrentiels et d'augmenter nos volumes de production dans ces marchés tout en faisant des bénéfices équivalents ou supérieurs sur ces ventes.
- Troisièmement, la chute récente de la valeur du dollar Canadien sera favorable à nos activités au Canada, et ceci de deux manières : elle constituera une entrave à la concurrence aux États-Unis qui tente d'entrer sur le marché Canadien, et elle facilitera l'exportation concurrentielle de produits vers les États-Unis.
- Enfin, notre clientèle s'est agrandie et aucun ne compte pour plus de 12 % de notre volume de production.

ACTIONS EN CIRCULATION

En date du rapport, la société a 39 350 002 actions de catégorie A en circulation. Le 19 décembre 2008, la Société a émis 2 000 000 d'actions de catégorie A dans un placement privé et a reçu en contrepartie 500 000 \$

ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société a été nommée partie défenderesse dans divers recours portant sur l'utilisation de ses produits par les utilisateurs ultimes. Même s'il est impossible à l'heure actuelle d'estimer l'issue de ces poursuites, la Société ne prévoit pas subir de perte importante, ni engager des charges en sus des montants qu'elle a déjà imputés à ses résultats. Tout écart entre les montants réglés et ceux inscrits sera porté aux résultats de l'exercice au cours duquel aura lieu le règlement.

FACTEURS DE RISQUES

La société évolue dans un marché concurrentiel occupé par de nombreux participants. Afin de gérer efficacement la croissance future, la compagnie améliore continuellement ses systèmes financiers et d'exploitation, ses systèmes intégrés de gestion ainsi que ses méthodes et ses contrôles. La prospérité de la société revient en grande partie à l'apport continu de ses employés et à la capacité de la société à attirer et à conserver du personnel de direction, de ventes et d'exploitation compétent.

Le marché de 30 milliards de dollars dans lequel la société est en concurrence a, par le passé, démontré une résistance et une croissance même au cours des pires périodes économiques. Les clients de la société œuvrent principalement dans le secteur de l'emballage alimentaire et de l'agriculture. Ce fait, combiné à l'accroissement des gammes de produits et à la fiabilité d'équipement plus neuf et plus rapide, devraient aider la société à surmonter la volatilité potentielle causée par l'incertitude du climat économique nord-américain.

FACTEURS DE RISQUES (suite)

Les facteurs qui peuvent affecter la société comprennent, sans y être limités : les risques de crédit, de marché, de liquidités, de financement et d'opérations; le dynamisme des économies canadienne et américaine dans lesquelles nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, en particulier le dollar américain; l'incidence des modifications relatives aux taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité de réaligner avec succès notre entreprise, nos ressources et nos processus; la disponibilité et le coût des matières premières; l'insuccès à atteindre la croissance prévue pour l'expansion des opérations américaines; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influencer les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, l'évolution technologique, les nouvelles réglementations, l'incidence possible, sur nos activités, de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent.

Des renseignements additionnels sur la société, notamment le Rapport Annuel, peuvent être obtenus sur le site internet de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

LES RISQUES ASSOCIÉS À LA SITUATION ÉCONOMIQUE COURANTE

Disponibilité et coût de crédit

Disponibilité :

À cet instant nos sociétés de prêt ont été réceptives de la position financière actuelle de la compagnie. Durant décembre nous avons obtenu du capital en émettant des actions ordinaires additionnelles.

Coûts :

Nous n'avons pas et nous n'anticipons pas d'augmentation significative de nos coûts de crédit.

Ventes

La demande de nos clients pour nos produits devrait continuer à être stable dû au fait que la majorité de nos produits sont utilisés dans l'industrie de l'emballage de la nourriture et à l'industrie maraîchère.

Devise

Une partie du chiffre d'affaire et des charges de la société est libellée en dollars EUA. Une partie des produits en dollars EUA constituent une couverture naturelle des charges libellées dans cette monnaie. La société n'utilise aucun contrat de change à terme pour gérer le risque de change résiduel.

Exécution et actions

Au cours du dernier trimestre nous avons réduit notre personnel des opérations et de l'administration pour réduire les coûts.

Liquidité

À cet instant la compagnie ne prévoit aucun problème de liquidité et a le support complet de ses sociétés de prêt.

Analyse de douze mois des changements de la liquidité

Pendant la dernière année, et particulièrement dans le quatrième trimestre l'effort de perception des débiteurs a augmenté ainsi qu'une révision du statut de crédit des clients. Ceci a eu comme conséquence une augmentation des recettes. Les recettes ont été employées pour augmenter les stocks afin de rencontrer la demande saisonnière de certains de nos clients.



Joseph Abbandonato
Président et chef de la direction



Robert Nagy, cma.,cia
Contrôleur

Le 30 avril 2009

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons vérifié les bilans consolidés d'Imaflex Inc. aux 31 décembre 2008 et 2007 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2008 et 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG A. N. L. / S. E. N. C. R. L.*

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 13 mars 2009, excepté pour la note 6 b) en date du 14 avril 2009

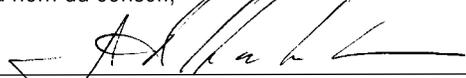
BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2008 et 2007

	2008	2007
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	1 250 645 \$	495 947 \$
Débiteurs (note 3)	10 675 759	8 844 811
Stocks (note 4)	7 086 931	6 914 145
Impôts futurs (note 9)	–	–
Impôts sur les bénéfiques à recevoir	94 660	–
Charges payées d'avance	23 441	146 162
	19 131 436	16 401 065
Immobilisations (note 5)	20 336 623	22 899 540
	39 468 059 \$	39 300 605 \$
Passif et capitaux propres		
Passif à court terme		
Dette bancaire (note 6)	4 826 665 \$	1 874 734 \$
Créditeurs et charges à payer	5 045 140	4 282 225
Impôts à payer	531 535	58 018
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an (note 8)	3 669 632	3 569 170
Tranche des obligations aux termes d'un contrat de location-acquisition échéant à moins de un an (note 7)	108 644	92 120
	14 181 616	9 876 267
Obligations aux termes d'un contrat de location-acquisition (note 7)	102 610	142 381
Dette à long terme (note 8)	7 368 995	9 913 714
Impôts futurs (note 9)	1 223 496	1 238 400
Capitaux propres		
Capital-actions (note 10)	7 829 165	7 329 165
Surplus d'apport (note 10)	322 500	322 500
Bénéfices non répartis	8 439 677	10 478 178
	16 591 342	18 129 843
Engagements (note 12)		
Éventualités (note 13)		
	39 468 059 \$	39 300 605 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,


administrateur


administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS, DU RÉSULTAT ÉTENDU ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

	2008	2007
Chiffre d'affaires	54 570 311 \$	46 839 961 \$
Coût des marchandises vendues (note 13 b))	47 335 148	40 018 728
Amortissement d'équipement de production	3 181 784	2 499 564
Bénéfice brut	4 053 379	4 321 669
Charges :		
Frais de vente et d'administration	3 812 775	3 561 833
Amortissement des immobilisations	213 848	144 773
Intérêts	1 089 605	1 163 813
Perte (gain) perte de change	387 207	(652 855)
Autres	134 023	90 945
	5 637 458	4 308 509
(Perte) bénéfice avant les impôts sur les bénéfices	(1 584 079)	13 160
Charge d'impôts (note 9)	506 436	69 588
Perte nette et résultat étendu	(2 090 515)	(56 428)
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	10 530 192	10 534 606
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	8 439 677 \$	10 478 178 \$
Perte de base et diluée par action	(0,056)\$	(0,002)\$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

	2008	2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
(Perte nette)	(2 090 515)\$	(56 428)\$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :		
Amortissement des immobilisations	3 395 632	2 644 337
Impôts futurs	(14 904)	(18 532)
Devises	733 684	(911 729)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	186 138	94 541
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation (note 14)	(512 249)	(950 430)
	1 697 786	801 759
Flux de trésorerie liés aux activités de financement :		
Augmentation de la dette bancaire	2 951 931	1 378 863
Émission de la dette à long terme	–	3 000 000
Remboursement de la dette à long terme	(3 599 379)	(3 637 816)
Remboursement d'obligations aux termes d'un contrat de location-acquisition	(93 745)	(92 599)
Émission de capital-actions	500 000	–
	(241 193)	648 448
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations	(676 907)	(932 371)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse	(24 988)	(21 889)
Augmentation de l'encaisse, montant net	754 698	495 947
Encaisse au début de l'exercice	495 947	–
Encaisse à la fin de l'exercice	1 250 645 \$	495 947 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :		
Intérêts payés	1 017 090 \$	1 220 554 \$
Impôts sur les bénéfices payés	145 369	335 000
Acquisition d'immobilisations au moyen de l'émission d'obligations aux termes d'un contrat de location-acquisition	70 500	–
Conversion des dépôts sur immobilisations en acquisitions d'immobilisations	–	227 743
Immobilisations incluses dans les comptes à payer	279 826	194 518

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

Imaflex Inc. (la « société ») a été constituée en société en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Sa principale activité consiste à concevoir, à fabriquer et à vendre des matières d'emballage.

1. Principales conventions comptables

- a) Mode de présentation
Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société, ceux de ses filiales en propriété exclusive, Canslit Inc. (« Canslit ») et Imaflex USA, Inc. (« Imaflex USA »). Tous les soldes et opérations intersociétés importants ont été éliminés.
- b) Constatation des produits
Les ventes sont constatées au moment de l'expédition des produits et lorsque le recouvrement est raisonnablement sûr.
- c) Espèces et quasi-espèces
Les espèces et quasi-espèces s'entendent des placements à court terme très facilement monnayables ayant une échéance initiale de quatre-vingt-dix jours ou moins.
- d) Stocks
Les matières premières et les fournitures sont inscrites au coût ou au coût de remplacement, selon le moins élevé des deux. Les produits finis sont constatés au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le coût est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti.
- e) Immobilisations
Les immobilisations sont constatées au coût. L'amortissement est calculé selon les méthodes et les périodes suivantes, déduction faite de la valeur de récupération estimative de certaines immobilisations :

Immobilisations	Méthode	Période
Matériel de production	Linéaire	De 2 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel informatique et logiciels	Linéaire	3 ans

1. Principales conventions comptables (suite) :

e) Immobilisations (suite)

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location, à concurrence de 5 ans.

f) Devises

Les actifs et les passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres éléments figurant au bilan libellés en devises sont convertis aux taux en vigueur à la date des opérations visant chacun de ces éléments. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou les pertes de change sont comptabilisés dans l'état des résultats.

La filiale étrangère est considérée comme une entité étrangère intégrée et ses comptes sont convertis au moyen de la méthode temporelle, aux termes de laquelle les gains et les pertes de change sont comptabilisés dans l'état des résultats.

g) Impôts sur les bénéfiques

La méthode axée sur le bilan est utilisée pour calculer les impôts sur les bénéfiques. Aux termes de cette méthode, des impôts futurs sont constatés au titre des écarts temporaires entre la valeur comptable des éléments inscrits aux états financiers et leur assiette fiscale respective. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés au moyen des taux d'imposition en vigueur qui devraient s'appliquer au bénéfice imposable des exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés être recouverts ou réglés. L'incidence sur les actifs et les passifs d'impôt futurs d'un changement de taux d'imposition est prise en compte dans les résultats de l'exercice au cours duquel ce changement a lieu. Le montant des actifs d'impôts futurs qui est constaté se limite au montant dont la réalisation est jugée comme étant plus probable qu'improbable.

h) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants d'actif et de passif qui sont déclarés, sur les informations à fournir au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges qui sont déclarés pour l'exercice. Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent la provision pour créances irrécouvrables, la durée de vie utile des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur recouvrable nette, et l'évaluation de la valeur de réalisation nette des stocks. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

1. Principales conventions comptables (suite) :

i) Régimes de rémunération à base d'actions

La société constate ses attributions d'options sur actions selon la méthode de la juste valeur. Conformément à la méthode de la juste valeur, la charge de rémunération est évaluée à sa juste valeur à la date de l'attribution et elle est passée en charges sur la durée de la période d'acquisition des droits des options attribuées.

j) Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la société conclut diverses ententes qui peuvent contenir des éléments répondant à la définition d'une garantie. Une garantie s'entend d'un contrat (y compris un contrat d'indemnisation) qui peut obliger éventuellement la société à faire des paiements à un tiers i) en raison de changements dans un sous-jacent lié à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie ou ii) en raison de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une autre partie.

La société constate un passif correspondant à la juste valeur de l'obligation prévue dans le cas de certaines garanties et ce, au moment de l'émission ou de la modification de la garantie. Lorsque la société s'attend à effectuer un paiement au titre d'une garantie, elle constate un passif dans la mesure où celui-ci n'a pas été constaté.

k) Instruments financiers

La société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt, dans le but de fixer les frais d'intérêt sur la dette à long terme à taux variable. Les instruments dérivés ne servent pas aux fins de négociation. À l'heure actuelle, la société n'emploie pas la comptabilité de couverture à l'égard de ses instruments dérivés, qui sont mesurés à leur juste valeur; toute variation de cette dernière est constatée dans les résultats.

2. Modifications des conventions comptables

a) Changements courants

Au 1er janvier 2008, la société a adopté le Chapitre 1535, Capital (voir note 2(a)), le chapitre 3862, Instruments Financiers - Comptabilisation et évaluation, et le chapitre 3863 remplacent le chapitre 3861, Instruments Financiers - Information à fournir et présentation. Les normes relatives aux informations à fournir sont améliorées et élargies afin de constituer un complément aux modifications de conventions comptables adoptées aux termes du chapitre 3855, Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation. Ces chapitres sont en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1er octobre 2007 (voir note 2(b)). Ces nouvelles normes ne concernent que les informations à fournir et elles n'auront aucune incidence sur les résultats financiers de la société.

Au 1er janvier 2008, la société a adopté le chapitre 3031, Stocks, qui remplace le chapitre 3030 et harmonise les normes canadiennes concernant les stocks avec les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards « IFRS »). Ce chapitre prévoit des changements quant à l'évaluation et il fournit des indications plus détaillées sur la détermination du coût, y compris sur l'imputation des frais généraux, il réduit le nombre de méthodes permises pour la détermination du coût, il exige l'application de tests de dépréciation et il élargit les obligations d'information de manière à accroître la transparence. Ce changement de politique comptable a résulté dans une augmentation de 52 014 \$ aux bénéfices non répartis au début de la période.

Le 1er janvier 2007, la société a adopté les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), soit le chapitre 1530, Résultat étendu, le chapitre 3251, Capitaux propres, le chapitre 3855, Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation, et le chapitre 3861, Instruments financiers - Informations à fournir et présentation. Ces sections définissent l'ensemble des exigences pour la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers. Le chapitre 1530 établit des normes de comptabilisation et de présentation du résultat étendu. Le chapitre 3251, Capitaux propres, définit les normes de présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres au cours de la période considérée à la suite de l'application du chapitre 1530, Résultat étendu.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a pas eu un impact sur les bénéfices non répartis au début de l'exercice ou sur la mesure des actifs ou des passifs de la société au 1er janvier 2007.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 5)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

2. Modifications des conventions comptables (suite)

b) Modifications de conventions comptables futures (Normes internationales d'information financière)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé le fait que les principes comptables généralement reconnus du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront harmonisés avec les normes internationales d'information financières (International Financial Reporting Standards « IFRS ») telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). La date de basculement s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels qui se rapportent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Par conséquent, la Société sera tenue de présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de 2011 selon les IFRS. La Société veillera à harmoniser ses états financiers avec ces nouvelles normes en fonction du calendrier établi pour ce faire. La Société a débuté le processus d'évaluation de l'impact que ce changement et ce sur les éléments plus significatifs. Un échéancier a été établi sur lequel l'analyse détaillée débutera au deuxième trimestre 2009.

3. Débiteurs

	2008	2007
Comptes clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses	10 704 696 \$	8 634 114 \$
Autres	(28 937)	210 697
	10 675 759 \$	8 844 811 \$

4. Stocks

	2008	2007
Matières premières et fournitures	3 421 152 \$	4 516 238 \$
Matières premières retraitées	–	431 952
Produits finis	3 665 779	1 965 955
	7 086 931 \$	6 914 145 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 6)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

5. Immobilisations

			2008
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Matériel de production	36 265 611 \$	17 428 857 \$	18 836 754 \$
Améliorations locatives	1 381 620	717 472	664 148
Matériel de bureau	16 178	10 758	5 420
Matériel informatique	2 914	2 467	447
Matériel de production en cours	394 239	–	394 239
	38 060 562	18 159 554	19 901 008
Biens loués aux termes d'un contrat de location-exploitation :			
Matériel informatique et logiciels	367 465	–	367 465
Matériel roulant	70 500	2 350	68 150
	38 498 527 \$	18 161 904 \$	20 336 623 \$

Le matériel informatique et les logiciels n'ont pas encore été amortis, ni utilisés.

Le matériel de production de la société est donné comme garantie contre la dette bancaire et la dette à long terme de la société.

La valeur au livre du matériel de production d'Imaflex USA était de 10,4 M\$ au 31 décembre 2008. Suite aux pertes continues d'Imaflex USA durant sa période de démarrage et suite au contexte économique actuel, la société a évalué le potentiel de recouvrement des actifs au quatrième trimestre de 2008. La société n'a radié ni réduit la valeur des actifs au 31 décembre 2008. Une révision de ces faits aura lieu si les opérations d'Imaflex USA ne subissent aucun revirement.

			2007
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Matériel de production	35 941 586 \$	14 247 073 \$	21 694 513 \$
Améliorations locatives	1 337 695	510 454	827 241
Matériel de bureau	16 181	7 282	8 899
Matériel informatique	2 915	1 493	1 422
	37 298 377 \$	14 766 302 \$	22 532 075 \$
Biens loués aux termes d'un contrat de location-exploitation :			
Matériel informatique et logiciels	367 465	–	367 465
	37 665 842 \$	14 766 302 \$	22 899 540 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 7)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

6. Dette bancaire

- a) La société a obtenu de ses banquiers des marges de crédit d'exploitation pouvant atteindre 7 500 000 \$ et portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel majoré de 0,25 % au taux préférentiel majoré de 1,00 %. Ces marges de crédit sont garanties par les débiteurs, les stocks et les immobilisations. Au 31 décembre 2008, la société avait prélevé un montant de 5 448 000 \$ (804 000 \$ en 2007) sur ces marges de crédit.
- b) Au 31 décembre 2008, la société ne rencontrait pas certaines obligations en vertu de son entente sur sa marge de crédit au montant de 4 850 000 \$ et sa dette à long terme au montant de 670 334 \$. Le 14 avril 2009, la société a obtenu une dispense de la banque couvrant la période jusqu'au 1er janvier 2010. Conséquemment, la portion de la dette à long terme payable en 2010, et subséquemment, a été présentée comme une dette à long terme.

7. Obligations aux termes d'un contrat de location-acquisition

La société a financé certains logiciels et du matériel informatique en concluant un contrat de location-acquisition qui vient à échéance le 1er juin 2010. Les paiements aux termes de ce contrat sont exigibles comme suit :

2009	120 895 \$
2010	61 408
2011	14 978
Par la suite	41 459
Total des paiements minimaux exigibles en vertu du contrat de location	238 740
Moins le montant représentant l'intérêt au taux approximatif de 8 %	27 486
Valeur actualisée des paiements minimaux exigibles en vertu du contrat de location	211 254
Moins la tranche échéant à moins de un an	108 644
	102 610 \$

Les intérêts débiteurs incluent les intérêts sur les obligations aux termes d'un contrat de location-exploitation s'élevant à environ 13 000\$.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 8)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

8. Dette à long terme

	2008	2007
Emprunt (2 917 857\$ EUA) portant intérêt au TIOL à 30 jours (4,55 % au 31 décembre 2008), révisé mensuellement, majoré de 1,24 %, remboursable en versements mensuels de capital de 62 350 \$ (51 190 \$ EUA) jusqu'en septembre 2013. Cet emprunt est garanti par du matériel de production et par une sûreté complète consentie par la société. (a)	3 554 343 \$	3 501 413 \$
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel (6 % au 31 décembre 2008) majoré de 0,50 %, remboursable en versements mensuels de capital de 50 000 \$ jusqu'en décembre 2011, garanti par du matériel de production. Cet emprunt, qui prend rang inférieur à la dette bancaire, est de surcroît garanti par une hypothèque grevant tous les biens actuels et futurs de Canslit, qu'ils soient meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, ce qui inclut le matériel, l'outillage, les stocks et les comptes clients.	1 900 000	2 450 000
Emprunts portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,00 % remboursables en versements mensuels de capital de 33 000 \$ jusqu'en décembre 2011, garantis par du matériel de production	1 598 400	2 000 000
Emprunt (1 525 048 \$ EUA) portant intérêt au TIOL à 30 jours, révisé mensuellement, majoré de 2,00 %, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêts de 56 675 \$ (46 530 \$ EUA) jusqu'en décembre 2011. Cet emprunt est garanti par du matériel de production et une sûreté fournie par la société.	1 857 116	1 956 009
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,50 %, remboursable en versements mensuels de capital de 38 333 \$ jusqu'en mars 2010, garanti par du matériel de production.	536 666	996 667
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75 %, remboursable en versements mensuels de capital de 31 000 \$ jusqu'en juin 2010, garanti par du matériel de production.	558 000	930 000
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,50 %, remboursable en versements mensuels de capital de 18 333 \$ jusqu'en juillet 2010, garanti par du matériel de production.	348 334	568 333
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,00 %, remboursable en versements mensuels de capital de 11 500 \$ jusqu'en avril 2011, garanti par du matériel de production.	322 000	460 000
Emprunt (298 660 \$ EUA) portant intérêt au TIOL à 30 jours, révisé mensuellement, majoré de 2,00 %, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêts de 10 200\$ (8 374 \$ EUA) jusqu'en avril 2012. Cet emprunt est garanti par du matériel de production et par une sûreté complète consentie par la société.	363 768	372 962
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,25 %, remboursable en versements mensuels de capital de 22 500 \$ jusqu'en novembre 2008, garanti par du matériel de production.	–	247 500
	11 038 627	13 482 884
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an	3 669 632	3 569 170
	7 368 995 \$	9 913 714 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 9)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

8. Dette à long terme (suite)

- a) Le 28 septembre 2006, la société a emprunté à Wachovia Corporation la somme de 4 300 000 \$ EUA à taux d'intérêt variable pour une durée de 7 ans, par suite d'une facilité d'emprunt à long terme qu'elle avait contractée pour financer ses dépenses en immobilisations. La société a ensuite conclu un swap de taux d'intérêt de même montant et de même durée. Aux termes de ce swap, la société reçoit mensuellement un taux d'intérêt variable et paie un taux d'intérêt fixe de 6,54 %. La société a recours à cet instrument dérivé afin de gérer le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt, l'objectif consistant à fixer les frais d'intérêt sur cette tranche de la dette à long terme.

Au 31 décembre 2008, la juste valeur du swap de taux d'intérêt, soit 318 889 \$ (261 814\$ EUA), a été inscrite au bilan au poste créditeurs et charges à payer et une charge correspondante a été inscrite à l'état des résultats dans les intérêts débiteurs.

- b) En 2002, la société a fait des emprunts aux termes du Programme investisseurs immigrants du gouvernement du Québec (« PIIGQ ») s'élevant à 1 750 000 \$. Afin de garantir aux créanciers les obligations qu'elle a contractées à l'égard de ces emprunts, la société a établi une fiducie et a désigné le PIIGQ comme bénéficiaire. La société a également transféré à la fiducie des effets bancaires qu'elle avait achetés à escompte pour un montant de 1 419 740 \$, échéant dans cinq ans, le 31 octobre 2007, et dont le montant à l'échéance sera de 1 750 000 \$. La loi en vertu de laquelle la fiducie a été créée stipule que les obligations garanties seront réglées au moyen du produit reçu à l'échéance des effets bancaires. En outre, cette loi oblige le fiduciaire à endosser les effets à l'échéance et à affecter le produit tiré de cet endossement au règlement de toute obligation découlant de la fiducie.

Les intérêts sur la dette à long terme se sont élevés à 731 305 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008 (1 036 000 \$ en 2007).

Le montant global des versements exigibles au titre de la dette à long terme au cours de chacun des cinq exercices postérieurs au 31 décembre 2008 et par la suite s'établit comme suit :

2009	3 669 633 \$
2010	3 002 854
2011	2 566 948
2012	1 237 933
2013	561 259
	<hr/>
	11 038 627 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 10)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2009

9. Impôts sur les bénéfices

La provision pour les impôts sur les bénéfices diffère du montant qui aurait été obtenu si les taux d'imposition fédéral et provinciaux du Canada prévus par la loi avaient été appliqués au bénéfice avant les impôts sur les bénéfices. Les facteurs à l'origine de la différence et les incidences fiscales connexes sont les suivants :

	2008	2007
Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices	(1 584 079)\$	13 160 \$
Taux prévu par la loi	30,9%	32,02%
Impôts sur les bénéfices calculés	(489 480)	4 214
Rajustements		
Éléments non déductibles	15 700	221 301
(Perte) gain de change lié(e) à la filiale étrangère	971 982	(708 779)
Économie d'impôts non constatée découlant des pertes d'Imaflex USA	761 724	467 087
Économie d'impôt non constatée découlant des pertes de change	(403 870)	201 000
Renversement de provision pour moins-value	(186 665)	–
Incidence de l'écart de taux d'imposition à l'étranger	(131 667)	(78 771)
Incidence de l'écart des impôts futurs	(30 527)	(97 726)
Autres	(761)	61 262
Charge d'impôts sur les bénéfices	506 436 \$	69 588 \$
Composition		
Impôts exigibles	521 340 \$	88 126 \$
Impôts futurs	(14 904)	(18 538)
Charge d'impôts sur les bénéfices	506 436 \$	69 588 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 11)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

9. Impôts sur les bénéfices (suite)

Les éléments constitutifs des impôts futurs se présentent comme suit :

	2008	2007
Actifs		
Pertes reportées prospectivement	2 250 402 \$	1 051 065 \$
Réserves fiscales	812 000	391 315
Immobilisations	(857 000)	(319 364)
Perte de change non constatée	–	186 665
Frais d'émission d'actions	36 645	70 440
Autres	37 480	37 480
Provision pour moins-value	(2 135 480)	(1 347 161)
	144 047 \$	70 440 \$
Passifs		
Immobilisations	(1 165 863)\$	1 308 840 \$
Gain de change non réalisé	(201 680)	–
	(1 367 543)	1 308 840
Passif d'impôts futurs, montant net	(1 223 496)\$	1 238 400 \$

La filiale de la société, Imaflex USA, dispose de pertes autres qu'en capital de quelque 2 730 000 \$ qu'elle peut reporter et utiliser pour réduire le bénéfice imposable d'exercices à venir, qui expirent comme suit

2025	106 000 \$
2026	1 770 000
2027	1 217 000
2028	2 588 000
	5 681 000 \$

10. Capital-actions

Le capital-actions se compose de ce qui suit :

Autorisé

Un nombre illimité d'actions de catégorie A, comportant droit de vote et privilège de participation, sans valeur nominale; un nombre illimité d'actions de catégorie B, ne comportant pas droit de vote, comportant privilège de participation, sans valeur nominale, pouvant être émises en tout temps en une ou plusieurs séries; et un nombre illimité d'actions de catégorie B, série 1, convertibles au gré du porteur en actions de catégorie A à la condition que le pourcentage d'actions de catégorie A détenues dans le public par suite de cette conversion ne soit pas inférieur à 20 % du nombre total d'actions de catégorie A émises et en circulation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 12)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

10. Capital-actions (suite)

Le tableau suivant présente un sommaire des actions en circulation :

	2008		2007	
	Nombre d'actions	Valeur comptable	Nombre d'actions	Valeur comptable
Émises et en circulation				
Actions de catégorie A				
au début de l'exercice	37 350 002	7 329 165 \$	37 350 002	7 329 165 \$
Émission d'actions	2 000 000	500 000	–	–
	39 350 002	7 829 165 \$	37 350 002	7 329 165 \$

Le bénéfice de base par action a été calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, soit 37 410 274 (37 350 002 en 2007).

Le bénéfice dilué par action, qui tient compte des options sur actions en cours, a été calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, soit 37 410 274 (37 350 002 en 2007).

Au 19 décembre 2008 la société a émis 2 000 000 d'actions de catégorie A lors d'un placement privé pour la somme de 500 000 \$.

Régime d'options sur actions

Aux termes du régime d'options sur actions (le « régime ») de la société, dix pour cent (10 %) des actions de catégorie A, qui sont émises et en circulation à l'occasion, sont réservées aux fins des options sur actions. Selon les modalités du régime, le conseil d'administration établit la durée des options et celles-ci ne peuvent être attribuées qu'aux administrateurs, dirigeants et salariés de la société et de ses filiales. Les options sont attribuées à un prix d'exercice qui ne peut être inférieur à la juste valeur des actions de la société à la date d'attribution. Les options peuvent être exercées pendant une période maximale de cinq (5) ans et le prix d'exercice doit être réglé en entier au moment de l'exercice. Aux 31 décembre 2008 et 2007, aucune option aux termes du régime n'était en cours.

11. Opérations entre apparentés

Au cours de l'exercice et dans le cours normal de ses activités, la société a conclu des opérations routinières avec des entités appartenant à des actionnaires de la société. Ces opérations ont été mesurées à leur valeur d'échange, soit au montant de la contrepartie qui a été fixé et convenu par les apparentés, et dont le détail est présenté ci-après :

	2008	2007
Frais de gestion	182 858 \$	181 638 \$
Loyers	740 355	718 869

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 13)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

12. Engagements

Les loyers minimums futurs que la société devra verser conformément aux contrats de location-exploitation portant sur des installations louées auprès d'un apparenté sont approximativement les suivants

2009	723 000 \$
2010	736 000
2011	775 000
2012	778 000
2013	786 000
Par la suite	2 665 000
	6 463 000 \$

13. Éventualités

Au cours de l'exercice 2007, la société a conclu une entente de règlement avec un de ses fournisseurs d'équipement portant sur de l'équipement vendu à sa filiale américaine. La société souffrait de problèmes de production depuis l'installation de l'équipement en 2005. À la suite de nombreux tests, le fournisseur a remplacé les pièces fautives et a compensé la société d'un montant de 425 000 \$ (€300 000). Ce montant représente les pertes estimées de Imaflex USA découlant des pertes de matières premières, de main-d'œuvre et de frais généraux engagés lors des tentatives de mise en service de l'équipement. Ce recouvrement a été comptabilisé en réduction du coût des marchandises vendues.

14. États des flux de trésorerie

Le détail de la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation est présenté ci-après :

	2008	2007
Débiteurs	(1 658 577)\$	(162 351)\$
Impôts	378 856	123 522
Stocks	257 943	(1 040 806)
Charges payées d'avance	131 986	(116 012)
Créditeurs et charges à payer	377 543	245 217
	(512 249)\$	(950 430)\$

15. Instruments financiers et gestion du risque

Cette section établit la divulgation reliée à la nature et à la capacité de la société de réagir aux risques dérivant des instruments financiers, incluant les risques de crédit, les fluctuations des devises étrangères, les risques d'intérêt ainsi qu'un exposé sur la manière avec laquelle la société gère ces risques.

a) Gestion du risque de change

Une partie du chiffre d'affaires et des charges de la société est libellée en dollars EUA. Une partie des produits en dollars EUA constituent une couverture naturelle des charges libellées dans cette monnaie. La société n'utilise aucun contrat de change à terme pour gérer le risque de change résiduel. L'état des résultats de la société comprend un perte de change de 387 207 \$ (un gain de 475 000 \$ en 2007) que la société a réalisé dans le cours normal de ses activités. Au 31 décembre 2008, la société a des débiteurs et créditeurs en dollars EUA, respectivement de 4 254 000 \$ EUA et 1 598 000 \$ EUA (respectivement 3 504 000 \$ EUA et 2 363 000 \$ EUA en 2007).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 14)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

15. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

a) Gestion du risque de change (suite)

Au 31 décembre 2008, la société avait les instruments financiers suivants libellés en dollars EUA.

	(en milliers de dollars EUA)
Débiteurs commerciaux	4 254 \$
Créditeurs commerciaux	(1 598)
Dette avec garantie	(4 742)
Swap d'intérêt	(262)
	(2 348) \$

Analyse de sensibilité

Prenons l'hypothèse que si le dollar canadien prend de l'ampleur au 31 décembre 2008 sur le dollar américain, une augmentation de 5 % augmenterait le bénéfice de 117 400 \$. Une diminution de 5 % aurait l'effet inverse.

b) Risque de crédit

Le crédit que la société octroie est fonction d'une évaluation de la situation financière de chaque client et de la capacité qu'elle a d'obtenir une assurance-crédit à l'égard de celui-ci. Une provision pour pertes sur créances est constituée dans les états financiers. Les ventes faites à un client en particulier représentent environ 18 % du chiffre d'affaires total de l'exercice terminé le 31 décembre 2008 (13 % en 2007). Les créances du client en question représentaient environ 12 % des débiteurs au 31 décembre 2008 (9 % en 2007).

Au 31 décembre 2008, l'âge des comptes clients s'établit comme suit :

	(en milliers de dollars)
Courant	3 226 \$
30-60 jours	4 558
Passé dû 60-90 jours	1 840
Passé dû plus de 90 jours	2 023
	11 647 \$
Moins la provision pour créances douteuses	942
Comptes clients moins provision pour créances douteuses	10 705 \$

Durant le trimestre terminé le 31 décembre 2008, il n'y a eu aucun mouvement dans la provision pour créances douteuses.

15. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

c) Risque de taux d'intérêt

Le principal risque que court la société relativement aux fluctuations des taux d'intérêt s'applique à son financement à court et à long terme, qui porte intérêt à des taux variables.

Au 31 décembre 2008, les instruments financiers portant intérêt étaient :

	(en milliers de dollars)
Instruments à taux fixe	
Passifs financiers	5 264 \$
Instruments à taux variable	
Passifs financiers	5 775
Instrument financier dérivé	
Swap d'intérêt	319

Analyse de sensibilité

Les instruments financiers non dérivés à taux fixe sont mesurés aux coûts amortis et par conséquent les fluctuations du taux d'intérêt affecteront la juste valeur de ces instruments mais n'auront aucune conséquence sur les bénéfices et les capitaux propres. La société est exposée à des risques des taux d'intérêt en ce qui concerne ces instruments financiers comportant des taux variables ainsi que le swap d'intérêt.

La table qui suit démontre l'effet sur le bénéfice d'une augmentation de 100 points de base d'intérêt avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes. Une diminution aurait l'effet contraire.

	Effet (en milliers de dollars)
Instruments à taux variable	(58) \$
Swap d'intérêt	3
Impact total d'une augmentation de 100 points de base du taux d'intérêt	(55) \$

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société soit incapable de rencontrer ses obligations financières à leur échéance. La société gère son risque de liquidité par la gestion de son capital et de son levier financier, (voir note 16). La société gère aussi son risque de liquidité en surveillant son flux de trésorerie.

La société a des marges de crédit d'exploitation au montant de 7 500 000 \$. En date du 31 décembre 2008, 5 448 000 \$ étaient utilisés. Ces emprunts portent intérêt au taux préférentiel majoré de 0,50 %. La marge de crédit comporte des conditions usuelles pour laquelle la société doit maintenir certains ratios.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 16)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

15. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

d) Risque de liquidité (suite)

Au 31 décembre 2008, la valeur aux livres et le flux contractuels pour les obligations sont :

	Valeur aux livres	Flux contractuel	6 mois et moins	6-12 mois	1-2 années	2-5 années	Plus de cinq années
	(en milliers de dollars)						
Passifs financiers non dérivés							
Dette à long terme ⁽¹⁾	11 039 \$	(12 807) \$	(2 219) \$	(2 219) \$	(3 520) \$	(4 849) \$	– \$
Dette bancaire Créditeurs ⁽²⁾	4 827	(4 827)	(4 827)	–	–	–	–
Passifs financiers dérivés							
Swap d'intérêt	319	(319)	(77)	(77)	(154)	(11)	–
	20 911 \$	(22 679) \$	(11 849) \$	(2 296) \$	(3 674) \$	(4 860) \$	– \$

(1) L'intérêt sur la dette à long terme avec garantie et l'intérêt sur le dérivé financier sont calculés sur le taux en vigueur à la date du bilan.

(2) Les créiteurs excluent le swap d'intérêt présenté séparément.

e) Informations sur la juste valeur sur les instruments financiers

	2008		2007	
	Valeur aux livres	Juste valeur	Valeur aux livres	Juste valeur
Actifs financiers				
Prêts et débiteurs				
Débiteurs	10 676 \$	10 676 \$	8 845 \$	8 845 \$
Passifs financiers				
Autres passifs financiers				
Dette bancaire	4 827	4 827	1 875	1 875
Créditeurs et charges à payer	4 726	4 726	4 149	4 149
Dette à long terme	11 039	11 039	13 483	13 483
Instrument financier dérivé				
Swap d'intérêt	319	319	133	133

15. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

e) Informations sur la juste valeur sur les instruments financiers (suite)

Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment précis et au moyen des renseignements disponibles sur l'instrument financier en cause. Ces estimations, étant de nature subjective, ne peuvent être établies avec précision. La société a conclu que la valeur comptable de ses actifs et passifs financiers à court terme se rapprochait de la juste valeur à la date du bilan en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. Quant à la dette à long terme, qui porte intérêt à taux variables, sa valeur comptable se rapproche également de sa juste valeur à la date du bilan.

La société a établi la juste valeur de son swap de taux d'intérêt à l'aide d'un modèle d'évaluation ayant recours à des taux d'intérêt à terme. (voir note 8 a).

16. Informations à fournir concernant le capital

Le but de la société en gérant le capital est d'assurer la liquidité suffisante pour poursuivre la croissance de l'entité tout en conservant une approche conservatrice envers le levier et les risques financiers.

Le capital de la société est composé de la dette nette et de la part résiduaire des actionnaires. La dette nette est constituée de la dette portant intérêt moins l'encaisse et les équivalences. Les besoins essentiels de la société pour l'utilisation du capital sont pour financer les immobilisations afin d'accroître la capacité d'expansion, l'intégration et le fonds de roulement.

La mesure utilisée par la société est le BAIIA.

Les arrangements avec les créanciers concernant la dette à long terme requièrent que la société rencontre certains ratios. Les ratios sont :

- Fonds de Roulement avec un ratio d'au moins 1.1 à 1
- Ratio de Dette / Capitaux Propres pas plus de 3.5 à 1

Au 31 décembre 2008, la société n'a pas rencontré certaines de ses obligations contractuelles (voir note 6 b).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS, (page 18)

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

17. Information sectorielle

La société n'a qu'un seul secteur d'exploitation isolable, soit celui de la conception, de la fabrication et de la vente de matières d'emballage.

Les ventes vers les États-Unis se sont élevées à 27 235 171 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008 (23 051 466 \$ en 2007).

Les immobilisations aux États-Unis totalisaient 10 359 453 \$ au 31 décembre 2008 (11 440 404 \$ en 2007).

18. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'exercice terminé le 31 décembre 2007 ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice à l'étude.

INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

DIRIGEANTS

Joseph Abbandonato,
Président et chef de la direction

Tony Abbandonato,
Directeur de la production et secrétaire

Gerry Phelps,
VP - exploitation

Pierre Senécal,
VP - ventes

Robert Nagy, cma., cia
Contrôleur

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration établit les objectifs et l'orientation à long terme de la société. Il se réunit régulièrement tout au long de l'année afin d'examiner la progression de la société vers ses objectifs et de recommander des principes et des méthodes visant à optimiser le rendement.

Joseph Abbandonato,
Président du Conseil d'administration et président

Tony Abbandonato,
Secrétaire

Camillo Lisio
Administrateur de la société.

Michel Baril
Administrateur de la société.

Philip Nolan,
Associé, Lavery, de Billy

Gerry Phelps,
VP

Gilles Émond, c.m.a., c.a.
Administrateur de la société

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

Comité de vérification et de rémunération : Gilles Émond, c.m.a, c.a., Président; Michel Baril; Philip Nolan

Vérificateurs : KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., Montréal, Québec

Conseiller juridique: Lavery, de Billy, Montréal, Québec

Inscription à la bourse : Les actions d'Imaflex inc. sont inscrites sous le symbole IFX.A à la TSX Venture Exchange

Agent de transfert : Computershare Investor Services

Siège social : Imaflex Inc.
5710 Notre Dame Ouest
Montréal, Québec, Canada
H4C 1V2

Téléphone : (514) 935 – 5710
Télécopieur : (514) 935 – 0264
Courriel : info@imaflex.com
Site internet : www.imaflex.com

Filiales : Canslit inc.
Imaflex USA, inc.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le vendredi 26 juin 2009 à 14 h, au Fairmont Reine-Élisabeth, Salon Péribonka, 900 René Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H3B 4A5.